

Complications sociales et crise économique

# La vulnérabilité des migrants en Espagne et en Italie s'accroît

DNCR à Rabat  
Ahmad Salaheddine

La flexibilité, qui sous prétexte de préférence nationale, a permis aux entreprises locales de s'adapter à la crise, a aggravé le chômage et la précarité subis par les travailleurs marocains en Espagne et en Italie plus fortement que toute autre communauté résidente, ont estimé les participants à une table ronde organisée, jeudi à Rabat, par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME). Intitulée «Les Marocains (es) en Espagne et en Italie : les défis de la crise», la réunion a rassemblé autour des cadres du conseil, des diplomates, des activistes sociaux et des universitaires sur la question des retombées de la crise économique et financière européenne sur la communauté marocaine établie «dans deux des pays les plus sévèrement touchés par la récession mondiale». Elle a conclu à une diversification de ces conséquences néfastes qui sont «non seulement économiques, mais encore politiques et sociales». Les débats ont en effet montré que si en Espagne- où vivent 800.000 Maro-

cains-, le chômage touche deux fois plus de migrants que d'autochtones, il est plus présent parmi les jeunes et les femmes, ce qui aggrave ses conséquences sociales. En 2007, ont précisé les travaux de la réunion, le nombre des chômeurs marocains s'est chiffré à 42.600 hommes et 31.300 femmes pour se situer 4 ans après respectivement à 123.000 et 65.000. Sur ce total, 133.000 ne perçoivent plus aucune prestation sociale. Le résultat de cette situation est que les transferts en provenance d'Espagne ont baissé du tiers, selon la Banque d'Espagne.

Pour ce qui est de l'Italie où vivent 600.000 Marocains, les intervenants à la rencontre sont convenus que cette communauté «connait un taux de chômage supérieur à la moyenne, notamment chez les femmes avec 24,9% contre 13% chez les autres femmes étrangères». Caractéristique de la situation italienne : la crise englobe également les investisseurs marocains dont les 50.767 entre-

prises contribuent à hauteur de 10% du PIB italien. En sorte que dans ces deux pays, «l'emploi précaire, les restrictions économiques et budgétaires, la révision des politiques migratoires sont des éléments qui accentuent la vulnérabilité des migrants jusqu'à leur faire perdre leurs acquis...», ont affirmé les intervenants. Ils ont également considéré que cette situation déjà préoccupante par elle-même est en train de donner naissance à des pratiques xénophobes, voire racistes, qui laissent prévoir une détérioration plus grave des conditions de vie dans ces deux pays. La table ronde a laissé envisager une aggravation de ces pratiques tant il est vrai que les gouvernements actuels se préoccupent plus des solutions à la crise que du sort des émigrés. Qu'il s'agisse de la droite qui est en place en Espagne ou de l'équipe de technocrates qui est aux affaires en Italie, il n'entre pas dans l'intention de ces deux gouvernements de s'atteler à vue au problème posé par la détérioration de la situation des émigrés. ■



Driss El Yazami  
Président du Conseil de la communauté marocaine résidant à l'étranger (CCME).